

**Marché public de service**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**



**Mission de diagnostic amiante et plomb pour l'école nationale  
supérieure de la police (site de Cannes-Ecluse)**

**Consultation n°2SGCE-2025-DIAGAMIANTE**

**M0 : 12/2025**

<b>POUVOIR ADJUDICATEUR EXERÇANT LA MAITRISE D'OUVRAGE</b>
<p>ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE  9 rue Carnot  69450 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR</p>

<b>LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>
<p>ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE  Site de Cannes-Ecluse  49, Rue chaude  77130 CANNES ECLUSE</p>

<b>Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)</b>
<p>Monsieur David LE BARS, directeur de l'école nationale supérieure de la police.</p>

<b>Comptable assignataire</b>
<p>Monsieur Christophe DAMMENE, agent comptable de l'ENSP</p>

## Table des matières

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....	- 6 -
1.1    PRESENTATION DU MARCHE .....	- 6 -
1.2    SITUATION DE L'OPERATION .....	- 6 -
1.3    PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS .....	- 6 -
1.3.1    Maitre d'ouvrage .....	- 6 -
1.3.3    Exécutant.....	- 6 -
ARTICLE 2 : DISPOSITION GENERALES .....	- 7 -
2.1 DECOMPOSITION DU MARCHE .....	- 7 -
2.1.1 Tranches .....	- 7 -
2.1.2 Lots .....	- 7 -
2.1.3 Phases.....	- 7 -
2.2 REPRESENTATION DES PARTIES.....	- 7 -
2.3 FORME ET ETENDUE DU MARCHE.....	- 7 -
2.4 DUREE DU MARCHE.....	- 7 -
ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	- 8 -
3.1 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....	- 8 -
3.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	- 9 -
3.3.1 Obligation générale .....	- 9 -
3.3.2 Obligation de conseil .....	- 9 -
3.3.3 Obligation d'information .....	- 9 -
3.3.5 Personnel du titulaire .....	- 10 -
3.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	- 10 -
3.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES.....	- 11 -
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	- 11 -
ARTICLE 5 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	- 12 -
ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES.....	- 12 -
6.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	- 12 -
6.2 VARIATION DES PRIX .....	- 13 -
6.3 MODALITES FINANCIERES.....	- 13 -
6.3.1 Répartition des paiements .....	- 13 -
6.3.2 Modalités de facturation.....	- 13 -
6.3.3 Intérêts moratoires .....	- 14 -
6.3.4 Avance .....	- 14 -
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	- 15 -
7.1 ECHANGES DEMATERIALISES.....	- 15 -

7.2 SOUS TRAITANCE.....	- 15 -
7.3 ASSURANCES .....	- 15 -
7.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES .....	- 16 -
ARTICLE 8 – DELAI D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – MODALITES D’EXECUTION .....	- 16 -
8.1 DELAI D’EXECUTION .....	- 16 -
8.2 OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....	- 17 -
8.3 RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET DES PRESTATIONS.....	- 17 -
8.4 PENALITES.....	- 17 -
8.4.1 Pénalités pour retard dans le remplacement d’une personne nommément désignée...	- 17 -
8.4.2 Pénalités pour absence aux réunions :.....	- 18 -
8.4.3 Pénalités de retard : .....	- 18 -
8.4.4 Autres pénalités :.....	- 18 -
8.5 CONDITIONS D’EXECUTION .....	- 18 -
8.5.1 Le personnel .....	- 18 -
8.5.2 Modalités.....	- 19 -
8.5.3 Vérifications qualitatives et quantitatives.....	- 19 -
ARTICLE 9 : UTILISATION DES RESULTATS, CONFIDENTIALITE et RGPD .....	- 20 -
9.1 CONFIDENTIALITE .....	- 20 -
9.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD .....	- 20 -
9.3 PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	- 22 -
9.3.1 Cession des droits sur les résultats .....	- 22 -
9.3.2 Propriété intellectuelle relative aux données .....	- 22 -
9.4 DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCRETION PROFESSIONNELLE ET AU RESPECT DES PRINCIPES D’EGALITE, DE LAICITE ET DE NEUTRALITE .....	- 23 -
9.4.1 Comportement du personnel.....	- 23 -
9.4.2 Respect des principes d’Egalite, de laïcité et de neutralité .....	- 23 -
ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES .....	- 24 -
10.1 RESILIATION DU MARCHE.....	- 24 -
10.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	- 24 -
ARTICLE 11 : COMPLEMENT AU CCAP .....	- 24 -
ARTICLE 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....	- 24 -
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	- 25 -



## **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR**

### **1.1 PRESENTATION DU MARCHÉ**

La présente consultation a pour objet des prestations de repérage et cartographie avant travaux des matériaux contenant de l'amiante ainsi que la recherche de matériaux contenant du plomb pour l'Ecole Nationale Supérieure de Police de Cannes-Ecluse (77)

### **1.2 SITUATION DE L'OPERATION**

Site de Cannes-Ecluse – département de la Seine et Marne (77)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE

49 rue Chaude

77130 CANNES-ÉCLUSE

#### **CONTRAINTE D'ACCES**

Le titulaire s'engage à prendre les mesures pour :

- Fournir préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier (fournisseurs et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.
- Identifier clairement toutes les personnes du chantier (tenues, badge... etc.). Une liste "personnel" sera tenue à jour et diffusée à l'ENSP. Elle devra être initiée dès la notification du marché. Tous les salariés, y compris les sous-traitants, devront être pourvus de cartes d'identification professionnelle BTP.

L'acheteur se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne ayant eu un passé judiciaire.

### **1.3 PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS**

#### **1.3.1 Maitre d'ouvrage**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE LA POLICE

SIRET n°196 901 896 000 15

9 rue Carnot

69450 SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR

#### **1.3.2 Assistants au maitre d'ouvrage (AMO)**

Le Maître d'Ouvrage a confié à KD Conseils les fonctions d'assistance à maîtrise d'ouvrage générale.

#### **1.3.3 Exécutant**

L'entreprise titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 2 : DISPOSITION GENERALES**

### **2.1 DECOMPOSITION DU MARCHE**

#### **2.1.1 Tranches**

Le présent marché est un marché unique. Le marché est composé d'une seule tranche (ferme).

#### **2.1.2 Lots**

Les prestations objet de la présente consultation sont dévolus en lot unique pour des raisons techniques au sens de l'article L.2113-10 du code de la commande publique.

#### **2.1.3 Phases**

Il n'est pas prévu de décomposition en phases

### **2.2 REPRESENTATION DES PARTIES**

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelle (CCAG PI), dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le Titulaire désigne un Responsable Technique et Administratif (RTA) qui doit être accepté par l'ENSP et qui est l'interlocuteur direct et habituel de l'ENSP.

### **2.3 FORME ET ETENDUE DU MARCHE**

Les prestations donnent lieu à un marché à procédure adaptée.

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2142-14 du Code de la commande publique.

Il est encadré par un montant maximum de dépenses de 100 000 € HT (ou 25 000€ HT par an).

Le marché est conclu à prix unitaire.

Les prestations pourront faire l'objet de commandes ponctuelles et se baseront sur les prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces prestations feront l'objet d'émission de bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées par l'article 3.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

### **2.4 DUREE DU MARCHE**

Le présent marché est passé pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification (date de notification de l'Acte d'Engagement).

Le marché pourra faire l'objet d'une à trois tacites reconductions (de 12 mois chacune), sauf dénonciation par le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé-réception adressé au titulaire du marché, au moins deux mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à ces reconductions.

La durée globale du marché ne pourra pas dépasser quatre ans.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité du présent accord-cadre.

### **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **3.1 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

Les prestations sont mises en œuvre au moyen de bons de commandes émis par l'acheteur.

L'attention du titulaire est portée sur le fait que la quasi-totalité des missions est susceptible d'être commandée en parallèle et dès la notification de l'accord-cadre.

Le récapitulatif des commandes pour les prestations unitaires sont faites par le moyen de bons de commande, transmis au titulaire. Ce récapitulatif des commandes, comporte :

- la référence au marché ;
- la période considérée ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) ;
- l'objet détaillé de la commande : nature et description exacte des prestations à réaliser par référence au BPU
- le(s) prix concerné(s) pour chaque prestation ainsi que les quantités associées
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC

La signature des bons de commande n'est pas requise.

Le montant de la commande est toujours calculé par l'acheteur à l'aide des prix référencés au BPU et dans les limites indiquées à l'article 2.3 du présent CCAP.

Cependant il appartient au titulaire, au titre de son devoir d'alerte et de conseil, de signaler tout besoin nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre et au bon déroulement du projet dans son ensemble qu'il pourrait constater au-delà des commandes émises par l'acheteur.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel



jusqu'à l'admission des prestations.

## 3.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 3.3.1 Obligation générale

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et des bons de commande et répondre en tous points aux prescriptions du CCTP et autres documents annexés au présent accord-cadre.

Le Titulaire prête son concours en qualité de prestataire de service agissant sous l'autorité, et selon les directives définies par l'acheteur et plus particulièrement :

- Le titulaire s'assure que ses sous-traitants prennent bien en compte les exigences de l'acheteur tout en respectant les clauses impératives de confidentialité ;
- Il coordonne l'action de ses sous-traitants de manière à présenter des dossiers cohérents et homogènes ;
- Le Titulaire est tenu de remettre gratuitement en format numérique les fichiers sources qui ont permis l'édition du rendu en format papier ou informatique non reproductible ;
- D'un point de vue général les fichiers transmis devront être exploitable ;
- Les documents devront être transmis sur la plateforme collaborative mise en place par l'acheteur.

Au-delà des textes de référence visés par le CCTP, le Titulaire garantit que la forme et le contenu des documents remis sont conformes aux textes législatifs et réglementaires, circulaires, normes en vigueur.

Dans le cas où la réglementation viendrait à évoluer, le Titulaire a obligation de réaliser les études et dossiers selon les nouvelles spécifications en cours au moment de la transmission de ces dossiers.

### 3.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### 3.3.3 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire avise, dans les délais les plus brefs, l'acheteur de toute difficulté survenant dans l'exécution de ses missions et élabore avec diligence des propositions visant à y pallier. Il est tenu à une obligation de résultat s'agissant des aléas normalement prévisibles et peut être amené à renforcer ses moyens en conséquence

De même il est soumis à un devoir d'alerte s'agissant de toute difficulté rencontrée impactant le bon déroulement du projet et son planning prévisionnel d'exécution.

### 3.3.4 Obligations diverses

Le titulaire du marché s'engage à identifier l'ensemble de ses agents intervenant sur le site par le port d'un badge ou d'une tenue comportant le nom de l'entreprise.

Le titulaire s'engage également à fournir une liste nominative du personnel, y compris ceux des renforts, affecté sur le site. En cas de modification de la liste le titulaire la transmet sous 48 heures à l'ENSP.

Le titulaire doit fournir un calendrier des interventions périodiques pour l'année à venir à la date anniversaire du marché. Il doit fournir préalablement à toutes interventions, les identités des personnes susceptibles d'intervenir sur le chantier (fournisseurs et sous-traitants également) au moins 5 jours ouvrés avant la date d'intervention.

L'acheteur se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne ayant eu un passé judiciaire.

### 3.3.5 Personnel du titulaire

Le personnel d'intervention dispose de diplômes et compétences adaptées, à justifier avant toute intervention des agents. Ils doivent de plus avoir obtenu une habilitation en rapport avec les installations électriques pour pouvoir intervenir. Les agents doivent obligatoirement disposer d'une carte professionnelle à l'adresse de l'entreprise.

Le titulaire doit informer l'ENSP de tout changement de personnel en cours de marché.

Afin de satisfaire aux obligations de résultat et de qualité fixées au présent marché, l'ENSP se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de :

- Demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.
- Le renforcement en qualification du personnel du titulaire.

Le titulaire doit assurer des actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité. Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe l'ENSP à chacune de ses demandes.

Les prestations et travaux sont exécutés sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement aux prescriptions de l'ENSP.

Le titulaire et ses sous-traitants produisent l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé, sans qu'il soit besoin pour l'acheteur de formuler une demande expresse, tous les six mois à compter de la notification du marché/de l'accord-cadre. En l'absence de présentation spontanée, le Titulaire est tenu de répondre dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant réception de la demande de l'acheteur adressée par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. A défaut de transmission dans ce délai, le titulaire s'expose à une pénalité de 150 € par jour de retard. Par ailleurs, tout refus de produire ces pièces, après mise en demeure restée infructueuse, pourra conduire l'acheteur à résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Il est entendu qu'en cas de groupement d'entreprises, chacun des cotraitants est tenu au respect de ces mêmes obligations, le mandataire étant, pour sa part, responsable de la transmission des pièces justificatives au Maître d'Ouvrage

## **3.4 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les

procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### 3.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Tous les ordres de services ou avenants relatifs à la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives de quelque nature qu'ils soient, sont encadrés par l'article 23 du CCAG PI.

Seuls les ordres de service notifiés au maître de l'ouvrage lui seront opposables.

## ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du Maître de l'ouvrage font seuls foi en cas de litiges, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière composé d'un bordereau de prix unitaire (BPU). Le prix prévu dans les BPU ne seront considérés comme contractuels que pour la détermination des prix unitaires. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature de prestations et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- L'offre technique du titulaire

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserve toutes les clauses de l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énoncées.

## **ARTICLE 5 : MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

### **6.1 FORME ET CONTENU DES PRIX**

Les prix du marché sont établis en Euros Hors T.V.A.

Les prix du présent accord-cadre sont réglés par l'application des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) aux prestations effectivement commandées et réalisées, dans la limite du maximum annoncé à l'article 2.3 du présent CCAP.

Il est précisé que chaque poste chiffré dans le bordereau de prix unitaires pourra faire l'objet d'une ou plusieurs commandes dans l'année dont les quantités seront librement définies par le pouvoir adjudicateur.

De même, certains postes ne feront l'objet d'aucune commande dans l'année et ce, en fonction de la variation des besoins.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

À ce titre, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et doivent être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet de l'accord-cadre.

Notamment, à titre indicatif et non exhaustif, sont réputés inclus dans les prix de l'accord-cadre :

- les différentes réunions, la préparation de celles-ci et l'établissement des compte-rendu de réunions,
- les frais liés à l'obtention des différentes autorisations nécessaires,
- les documents et livrables exigés et les frais de reprographie afférents,
- les frais de déplacements, de restauration et de logement (en France et éventuellement à l'étranger),
- les frais générés par le respect des exigences détaillées à l'article 13 ci-dessous et relatives à la protection des données à caractère personnel,
- le cas échéant, les frais de conditionnement, conservation, stockage, emballage, assurance et transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais généraux, marges pour risque et bénéfices.

Le titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le Titulaire est réputé connaître.

Ils comprennent la participation active aux réunions décrites au CCTP et/ou dans tout autre document annexé au présent accord-cadre, leur préparation, ainsi que l'ensemble des frais de mission qui seront engagés par l'équipe du Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

## 6.2 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué à la première page du présent document ; ce mois est appelé mois zéro ou « M0 ».

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont définitifs et non révisables pour la première année du marché.

Les prix initiaux du marché peuvent être révisés (après la 1ère année ferme, à la date anniversaire du Marché (date de notification), selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1/S0)$$

Dans laquelle :

P1 = Prix révisé hors TVA

P0 = Prix initial H.T. inscrit au BPU

S1 = valeur applicable au mois d'exécution des prestations à réviser (soit celui qui précède la date anniversaire du marché de l'année en cours)

S0 = valeur du même indice applicable pour le mois de référence (mois d'établissement des prix, soit M0).

Indice retenu :

Indice Ingénierie (ING)

Toute révision de prix demandée par le titulaire du marché sera assortie d'une clause butoir de 4% l'an.

En conséquence, toute demande de révision de prix annuelle supérieure à 4% ne pourra être prise en compte dans le paiement des factures présentées peu importe le motif

## 6.3 MODALITES FINANCIERES

### 6.3.1 Répartition des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

### 6.3.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire

Pour le règlement des sommes qui leur sont dues, les titulaires établissent leurs factures conformément à la réglementation comptable et fiscale.

**La facturation électronique obligatoire pour les marchés publics**

Les factures doivent être adressées en utilisant le portail sécurisé « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'ENSP a paramétré les éléments suivants :

- Libellé de la structure : ECOLE NATIONALE DE LA POLICE
- SIRET : 196 901 896 000 15
- Le numéro d'engagement est facultatif

Vous pouvez, pour plus d'informations, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

### 6.3.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et L. 2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calculs des intérêts moratoires est la suivante :

$IM = M + J / 365 + \text{Taux IM} + F$
---

F = forfait de 40 euros de frais de recouvrement

Taux IM = Taux des intérêts moratoires applicables

M = montant TTC de la demande de paiement

J = nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du présent marché aux torts exclusifs du titulaire

### 6.3.4 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement de l'avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxe (HT) et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **7.1 ECHANGES DEMATERIALISES**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique ou via le profil d'acheteur.

### **7.2 SOUS TRAITANCE**

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement avant commencement des prestations par le sous-traitant.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 à l'acheteur (ainsi que toutes les pièces administratives du sous-traitant (voir paragraphe 5.2 du RC)) et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

### **7.3 ASSURANCES**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## 7.4 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par tout moyen (courriel, voie postale, sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement...)

## ARTICLE 8 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – MODALITES D'EXECUTION

### 8.1 DELAI D'EXECUTION

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour remettre son devis, après émission de la demande de la part de l'ENSP.

Pour toute mission de repérage, il est consenti un délai de 15 jours ouvrés pour effectuer l'ensemble de sa prestation, dont la remise du rapport correspondant.

En cas de demande urgente, le titulaire devra impérativement débiter sa mission dans les 48 heures suivant l'émission du bon de commande.



Tout retard pourrait entraîner l'application d'une pénalité de cent euros par jour ouvré de retard. Si l'un des délais ne peut être tenu, le TITULAIRE s'engage à contacter préalablement le Bureau des Affaires Immobilières de l'ENSP pour l'en informer et fixer avec lui la date de remplacement.

## 8.2 OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 28 du CCAG-PI.

## 8.3 RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET DES PRESTATIONS

Les opérations de réception, d'ajournement, de refaction et de rejet des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 27 du CCAG-PI. Toutefois, et par dérogation respectivement aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le Titulaire est tenu de présenter à nouveau les prestations à l'acheteur dans le délai fixé par ce dernier dans sa décision d'ajournement ou de rejet.

Tout contrôle des prestations, opéré en cours d'exécution des prestations donne lieu à un avis provisoire et ne préjuge en rien de la décision qui sera prise quant à la réception définitive.

Les prestations donnant lieu à délai partiel peuvent faire l'objet de réception partielle, ainsi que toute prestation assortie d'un délai d'exécution propre.

## 8.4 PENALITES

Les stipulations de l'article 14 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée pour les pénalités ne dépassant pas 1 000 €.

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI**, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. Toutefois, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de réduire le calcul des pénalités en partie ou totalement

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI**, les pénalités peuvent être appliquées sur simple constat du maître d'ouvrage, sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Les pénalités sont applicables dès le premier euro et elles sont cumulables entre elles. Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont fermes et non révisables. Ces pénalités présentent un caractère non libératoire et ne font pas obstacle à la mise en œuvre, par le pouvoir adjudicateur, de toute autre action ou mesure prévues au contrat ou par les textes en vigueur, notamment en vue de l'exécution forcée, de la résiliation pour faute, ou de la réparation intégrale du préjudice subi.

### 8.4.1 Pénalités pour retard dans le remplacement d'une personne nommément désignée

En cas de retard dans le remplacement d'un « profil clé » ou de non remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalents, il sera appliqué au titulaire une pénalité de **500 euros par jour ouvré** à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation de l'accord-cadre.

En cas de retard dans le remplacement de l'expert en charge du contrôle extérieur par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une

pénalité de **300 euros par jour ouvré** à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation de l'accord-cadre.

#### 8.4.2 Pénalités pour absence aux réunions :

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisée. Les pénalités sont de **500 euros par absence**. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

#### 8.4.3 Pénalités de retard :

S'agissant des pénalités de retard prévues dans le présent paragraphe, elles commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations précisé dans le bon de commande est expiré.

Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque les 48 contractuels sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de : **100€ par jour ouvré de retard** (notamment pour les délais indiqués à l'article 3.2 du CCTP et 8.1 du présent CCAP).

En cas de retard dans l'exécution de toute autre obligation légale, réglementaire ou contractuelle, non listée dans le paragraphe 8.4 du présent CCAP : **50,00€ par jour calendaire de retard**.

En cas de non présentation de l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé (article 3.3.5 du présent CCAP) sous 15 jours : **150€ par jour ouvré de retard**

#### 8.4.4 Autres pénalités :

Il sera prévu en complément les pénalités suivantes par infraction :

-Non-respect des dispositions du marché : **400,00 € par infraction**

-Présence d'un sous-traitant non agréé ou non déclaré sur le chantier : **100,00 € par infraction**

-Constatation de la présence d'un intervenant non déclaré avec transmission d'une copie d'une pièce d'identité ou refusé préalablement par le maître d'ouvrage : **200,00 € par infraction**

-Comportement irrespectueux au regard du site, des occupants ou des acteurs de l'opération stationnement hors zone prévue à cet effet : **200,00 € par infraction**

### **8.5 CONDITIONS D'EXECUTION**

#### 8.5.1 Le personnel

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire du marché de garantir la continuité de l'exécution des prestations.

En cas de carence du titulaire, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès au site et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle comme indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux tiers.

#### 8.5.2 Modalités

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques figurant dans le présent CCAP, CCTP, CCAG-PI.

#### 8.5.3 Vérifications qualitatives et quantitatives

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux dispositions applicables de la consultation.

#### **Réunions d'incidents d'exécution**

Les problèmes d'exécution donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du responsable du site ou du titulaire. Le titulaire doit habiliter une personne compétente.

#### **Réunion et rapport annuels**

Le responsable de site organise une réunion de suivi de l'exécution des prestations. Il en informe le titulaire avec un préavis de 15 jours avec communication de l'ordre du jour, afin de lui permettre de désigner ses représentants devant participer à cette réunion.

Le titulaire doit délivrer un bilan annuel qui permet à la personne publique d'apprécier les décisions et résultats de l'ensemble des prestations objet de ce contrat (fréquentation – problèmes rencontrés...).

Le titulaire peut proposer des suggestions d'amélioration du service sans que la personne publique soit liée.

#### 8.5.4 Hygiène et sécurité

Avant le début du contrat, le titulaire s'engage à visiter tous les locaux en lien avec l'objet du marché, afin de définir avec le représentant de l'acheteur, toutes les mesures à prendre dans le but de respecter les conditions générales d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le plan d'hygiène et de sécurité sera consigné dans un procès-verbal et remis au représentant de l'acheteur. Il concernera l'ensemble des sites concernés par le marché et indiquera de manière précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires que dans les différentes phases d'exécution des

prestations. Le plan explicitera les moyens de prévention concernant les chutes de personnel et l'utilisation des produits et du matériel ;

- les mesures prévues pour les premiers secours aux malades et accidentés ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail.

## **ARTICLE 9 : UTILISATION DES RESULTATS, CONFIDENTIALITE et RGPD**

### **9.1 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire ne permettra l'accès aux Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement besoin d'en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable envers le Maître d'Ouvrage de tout manquement aux présentes obligations de confidentialité, que celles-ci relèvent de son propre fait ou du fait de ses sous-traitants

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1000,00€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **9.2 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - RGPD**

Chaque Partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant de l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant de l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du Marché.

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'Ouvrage, qualifié de « responsable de traitement » au sens du règlement européen sur la protection des données, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les prestations objet du présent accord-cadre.

En plus des obligations définies à l'article 9.1 Confidentialité, le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seules finalité(s) objet du présent accord-cadre ;
- traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter la collecte aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires en vue de la réalisation des prestations ;
- garantir la mise en œuvre de mesures appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel rendues accessibles au titre du présent accord-cadre ;  
À ce titre, le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de données à caractère personnel effectuées. Ce registre comprend le nom et les coordonnées du Maître d'ouvrage et des éventuels sous-traitants du Titulaire amenés à traiter les données à caractère personnel ainsi que, dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité prises.
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel : s'engagent à respecter la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ne conserver les données personnelles auxquelles il aura eu accès que pendant la durée du accord-cadre et à les restituer au Maître d'ouvrage ou à certifier les avoir détruites (y compris toute copie) à l'issue de celui-ci ;
- coopérer activement avec le Maître d'ouvrage afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant de l'accord-cadre ; à ce titre, le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur lui-même ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour réaliser une partie des prestations objet du présent accord-cadre. Ledit sous-traitant peut alors être amené à avoir accès et à traiter certaines données à caractère personnel initialement transmises au titulaire.

Dans ces circonstances, le Titulaire doit, lorsqu'il déclare un sous-traitant, informer l'acheteur des activités de traitement de données à caractère personnel que ledit sous-traitant est susceptible de mener. Dans le délai de 21 jours prévu à l'article R2193-4 du Code de la commande publique, l'acheteur peut présenter ses objections à ce sujet.

Dès lors que le sous-traitant est accepté, il appartient au Titulaire de veiller à ce que le sous-traitant agisse en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il respecte l'ensemble des engagements imposés au titulaire par le présent article. En tout état de cause, l'acheteur demeure pleinement responsable du respect par le sous-traitant de ces obligations.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance et ce par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Cette notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et

les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le titulaire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article 13, le Maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de 500€ par infraction. En cas d'infraction répétée, l'acheteur pourra résilier le présent accord-cadre.

## 9.3 PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 9.3.1 Cession des droits sur les résultats

Les règles applicables sont celles de l'article 25 et plus particulièrement l'option B du CCAG-PI et correspondant à la cession des droits d'utilisation et d'exploitation sur les résultats.

En ce qui concerne les résultats des prestations objet du présent accord-cadre (livrables, fichiers de calcul, tableaux, cartes, ainsi que tous les fichiers sources...) protégés par des droits d'auteur ou des droits voisins, le titulaire cède et s'engage à céder au Maître d'Ouvrage, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature, afférents à ces résultats, permettant au Maître d'Ouvrage de les exploiter librement.

Sont inclus dans les prix remis dans l'accord-cadre, la mission d'assistance à l'acheteur pour l'utilisation des droits transférés.

Le titulaire pourra exploiter à titre commercial les résultats de l'accord-cadre, avec accord préalable et écrit de l'acheteur. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement l'acheteur par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, l'acheteur, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorti de réserves. En cas de réserves, le Titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

Le titulaire s'engage à citer, le cas échéant, les sources des études et recherches qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre. Le Titulaire garantit également à l'acheteur la jouissance paisible des connaissances antérieures à la mise en œuvre des prestations.

L'acheteur devra restituer à l'issue des prestations objet du présent accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par l'acheteur.

### 9.3.2 Propriété intellectuelle relative aux données

Le Titulaire déclare et garantit qu'il est bien titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les livrables qu'il fournit à l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et, notamment, les données cartographiées et recueils de données.

Réciproquement, l'acheteur déclare et garantit qu'il est bien titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur l'intégralité des données qu'il fournit au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Il est expressément convenu entre les parties que l'acheteur reste seul Titulaire à titre exclusif de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ces données enrichies qui seront transférées par le titulaire à partir des fichiers fournis par l'acheteur pour être intégrées dans la base de données.

Il est par ailleurs expressément convenu entre les parties que l'acheteur reste seul titulaire à titre exclusif de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les bases de données qui seront intégrées par le Titulaire à partir des éléments fournis par l'acheteur, et ce en qualité d'auteur desdites bases de données au sens de l'article L.112-3 du Code de la propriété intellectuelle et/ou au sens de producteur de ces bases de données au sens des articles L.341-1 et suivants dudit Code.

## 9.4 DISPOSITIONS RELATIVES A LA DISCRETION PROFESSIONNELLE ET AU RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

### 9.4.1 Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle (conformément aux règles définies par le code pénal) pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

### 9.4.2 Respect des principes d'Egalite, de laïcité et de neutralité

1. Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'une opération relevant du service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution de l'objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution des prestations objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

2. Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité conquérante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;

- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION DU MARCHE – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES**

### **10.1 RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 39 à 40 du CCAG-PI.

En complément de ces articles, le marché peut également être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période ferme de 1 ans et, à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP et CCTP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation, notamment pour faute du titulaire, il ne sera versé aucune indemnité (par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI) et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre au Maître d'Ouvrage tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. L'acheteur reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les études, plans et documents établis par le titulaire et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au titulaire.

### **10.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

## **ARTICLE 11 : COMPLEMENT AU CCAP**

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

## **ARTICLE 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

La loi française est seule applicable au présent marché.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de litige, le tribunal compétent est le :

Tribunal administratif de Lyon - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON Cedex 3



## ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au CCAG-PI sont explicitées dans le corps du CCAP.

Liste des articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
Article 4.1 CCAG PI	DOCUMENTS CONTRACTUELS
Article 29.2.1 CCAG PI	RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET DES PRESTATIONS
Article 29.4.2 CCAG PI	RECEPTION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET DES PRESTATIONS
Article 14.1.3 CCAG PI	PENALITES POUR RETARD
Article 14.1.2 CCAG PI	PENALITES POUR RETARD
Article 14.1.1 CCAG PI	PENALITES POUR RETARD
Article 40 CCAG PI	RESILIATION DU MARCHE
Article 36 CCAG PI	RESILIATION DU MARCHE